

# CSQ

6

Boîte aux lettres

8

L'envers de la pilule

10

La CSQ en mode écoute des autochtones du Québec

11

Conseiller les profs, un service professionnel

12

Équité salariale dans les centres de la petite enfance

Le personnel de soutien scolaire dans la mire des PPP

13

Équité salariale : Les morceaux du puzzle se mettent en place

Vers une grève de deux journées

17

Réorganisation syndicale au Centre hospitalier universitaire de Québec

18

Un environnement professionnel très stimulant

27

L'ordre professionnel aux oubliettes !

28

Laïcité  
Franchir le dernier pas

29

Le personnel professionnel, une expertise branchée sur la réussite

30

Deux problèmes majeurs à l'éducation des adultes

32

Bataille panaméricaine pour des services publics de qualité

33

Le Québec ne doit pas reculer sur les droits des femmes

34

Action locale, portée globale ?

35

Petit geste pour la paix deviendra grand

36

Quelques clés à respecter pour son évolution personnelle

38

Ressources

## Éditorial



MARTINE DOYON

## Et si on n'attendait plus ?

**Réjean Parent**  
Président de la CSQ

La convention collective, qui devait se terminer au 30 juin 2002, fut prolongée jusqu'au 30 juin 2003 pour permettre de régler le dossier de l'équité salariale et d'éviter de jouer ce dossier contre celui de la négociation. Nous sommes en

janvier 2005 et nous devons constater que ni l'un ni l'autre n'est réglé. Pis encore, le gouvernement a déposé des offres salariales qui s'appuient sur un cadre financier laissant ressortir clairement que les gains en équité seront épongés par la négociation. Comme si ce n'était pas suffisant, les travaux piétinent aux tables sectorielles.

Bien que nous ayons procédé aux dépôts de nos revendications depuis belle lurette, malgré l'acuité des problèmes que nous voulons régler avec des services publics de qualité pour les plus démunis, rien ne semble vouloir rendre ce gouvernement plus sensible aux besoins de la population et aux préoccupations de ses salariées et salariés. Pourtant, ce n'est pas faute d'essayer. Nous avons attiré son attention sur la baisse du taux de diplomation, les risques d'épuisement du personnel, les besoins de conciliation travail et famille, le manque de moyens pour rendre les services aux élèves en difficulté et aux patients mal en point ou la dangerosité dans certains milieux de travail, mais rien n'y fait jusqu'à présent.

Sans tambour ni trompette, nous sommes déjà 18 mois après l'expiration de la convention collective prolongée. Fort probablement que les fusions d'accréditations dans le secteur de la santé et nos habitudes d'attendre le dépôt patronal pour se mobiliser expliquent la retenue dans une colère qui aurait dû poindre depuis longtemps. On voit se profiler des attaques patronales majeures sur l'organisation du travail, alors que leurs *mantras* sont « flexibilité et souplesse ». Faire ce que l'on veut, avec qui l'on veut et quand on veut, nourrit les appétits patronaux aux différentes tables de négociation jusqu'à présent, sans qu'aucun dépôt substantiel et clair soit mis entre les mains de nos négociatrices et de nos négociateurs.

C'est quand même paradoxal qu'un gouvernement, qui nous attaque sur tous les fronts comme on n'en a pas vu depuis au moins 25 ans, n'ait pas, jusqu'à ce jour, eu à faire face à une riposte plus musclée. La mobilisation autour du texte patronal ou l'attente de l'unité parfaite pourrait devenir des voies périlleuses et conforter la partie patronale dans ses positions si nous n'innovons pas dans l'action au cours des prochaines semaines.

En terminant, j'en profite pour vous souhaiter une bonne année 2005 remplie d'actions éclatantes nous rapprochant d'une issue heureuse pour l'équité et la négociation.

